

# Auschwitz nous parle d'aujourd'hui : regard de syndicaliste

**Baudouin Ferrant**

FGTB Bruxelles, b.ferrant@fgtb-abvv.be

**Une question, lancinante, revient après chaque visite du camp ou après chaque rencontre avec un témoin survivant : pourquoi, comment cela a-t-il pu se produire? On dit « indicible » et, paradoxalement, on ne cesse d'en parler. On dit « inconcevable » et pourtant cela a été conçu par des êtres humains à un moment donné de l'histoire. L'entreprise nazie est un fait historique que les historiens continuent à analyser, et ce fait historique constitue définitivement une partie de l'expérience humaine collective.**

Loin de nous l'idée de banaliser la souffrance de millions de gens sous le joug de la barbarie nazie et une visite des camps d'Auschwitz-Birkenau accompagnée de témoins survivants suscite des émotions, crée un choc qu'aucun livre ou film ne peut transmettre. Cependant, rester au niveau de l'impact émotionnel est insuffisant, voire dangereux, comme le soulignent Rony Brauman et Eyal Sivan : « *Exposer la souffrance, dit-on, ce serait commencer à la soulager, montrer le crime contre l'humanité, ce serait déjà le combattre. Ces clichés euphorisants éludent la question de la responsabilité politique en substituant le spectacle du malheur à la réflexion sur le mal. Quand l'événement politique est réduit à un fait divers pathétique, la pitié paralyse la pensée, l'aspiration à la justice se dégrade en consolation humanitaire. Là réside la banalisation du mal.* »

Nous n'avons pas la prétention d'être des historiens, nous sommes des syndicalistes FGTB qui, avec ces « lunettes syndicales » percevons qu'Auschwitz nous parle du présent et nous dévoile une dimension terrifiante de la modernité. Le néolibéralisme n'est pas l'équivalent moderne du système concentrationnaire nazi. Cependant, sans tomber dans un simplisme dangereux, nous pouvons repérer des similitudes entre le système économique dominant actuel et le système concentrationnaire nazi d'hier. Quelques pistes de réflexion...

## **L'homme n'est plus un sujet, mais un objet**

L'univers concentrationnaire dés-humanise les détenus : l'ensemble du système mis en place dans les camps a pour but de transformer l'être humain en une « chose » (les nazis appelaient les détenus des « stücke », des pièces). A l'entrée des camps, rien n'appartient plus aux détenus : les nazis les déposent de tout ce qui fait leur humanité : leurs vêtements, chaussures, objets personnels, cheveux et jusqu'à leur nom. Désormais, ils sont des numéros. Aujourd'hui l'homme ne compte que comme valeur marchande. Le terme « ressources humaines » dans les entreprises a quelque chose de terrifiant : le travailleur est réduit à une ressource dont on tire un maximum de profit.

Il n'y a plus de place pour le « social » dans les entreprises. Rentabilité et productivité sont les maîtres mots que les patrons martèlent sans relâche. Si tu n'es ni productif, ni rentable, tu seras condamné à l'exclusion. Cela va de pair avec un discours moralisateur, justifiant cette cruauté économique, du style : « Tu es responsable de toi-même et si tu ne peux pas trouver ta place dans l'espace économique moderne, c'est de ta faute. »

## **L'Etat est avant tout un instrument de répression**

La principale mission de l'état nazi consiste à assurer l'ordre et à organiser la répression de toute contestation par le biais de l'armée, des services secrets (la Gestapo), des milices (SS) et des camps de concentration. Il est utile de rappeler que les nazis, une fois au pouvoir en 33, ouvrent immédiatement des camps de concentration pour y enfermer des opposants de tout bord. Le but est également de faire peur, de tuer dans l'oeuf, par l'exemple, toute velléité de contestation et d'immobiliser ainsi la société civile par la terreur. Aujourd'hui le système néolibéral remet systématiquement en question ce que l'on appelle l'état social ou l'état providence. Les thèses économiques de J.M. Keynes, confèrent à l'état un rôle régulateur de distribution de richesses. Dans cette optique, nous avons connu le développement des services publics, de la législation sociale : droit du travail et droit de la Sécurité Sociale.

Nous assistons aujourd'hui au démantèlement progressif des services publics. Des partis politiques s'efforcent aussi de détricoter la Sécurité Sociale et de déréguler les droits des travailleurs. En même temps, nous constatons de la part de ces mêmes forces politiques une volonté de renforcer et d'optimiser les organes de répression. Le risque serait d'en revenir à la notion de l'état prévalant au 19<sup>ème</sup> siècle, durant

lequel le rôle de l'état se limitait à fournir une administration de base, à battre monnaie et à maintenir l'ordre établi.

### Intériorisation des valeurs du dominant

Fait souvent ignoré, Auschwitz-Birkenau et les autres camps étaient gérés par les déportés eux-mêmes. Les kapos, prisonniers politiques ou de droit commun, devaient assurer l'ordre à l'intérieur des camps, alors que les SS n'y entraient que pour compter les prisonniers et infliger des punitions exemplaires en cas de troubles. Les prisonniers ont intériorisé cet état de fait. Aujourd'hui, une grande majorité de personnes ont intégré, souvent sans même le savoir, les valeurs du libéralisme. D'un point de vue social, l'individualisme forcené, à savoir le chacun pour soi qui l'emporte sur le collectif, tue la solidarité avec les plus faibles et les allocataires sociaux (chômeurs, malades, handicapés, ...) D'un point de vue économique, des travailleurs trouvent même normal de privatiser les services publics, que la loi du marché détermine toute notre vie et acceptent ainsi avec soumission la logique du grand capital. Enfin, dans les entreprises, on instaure de nouvelles formes d'organisation de travail qui poussent les travailleurs à se surveiller mutuellement pour atteindre l'objectif fixé par la direction (le profit maximal).

Ce système peut mener à l'exclusion des travailleurs « non rentables » (trop vieux, trop chers) ou « non productifs » (malades, handicapés) par les travailleurs eux-mêmes. A tous les niveaux de la société, les voix de la contestation, les remises en question sont marginalisées et refusées par la grande majorité. Dénoncer l'injustice sociale est dorénavant perçu comme dérangeant et parler d'idéologie comme dépassé.

### Imprévisibilité de l'avenir

La réalité infernale des camps rend impossible toute projection dans l'avenir, impossible d'imaginer de quoi sera fait le lendemain : ordres et contrordres se succèdent, permissions et interdictions changent du jour au lendemain. Les détenus sont ainsi obligés de vivre au jour le jour, heure par heure, minute par minute, c'est ce que l'on appelle survivre. Cette imprévisibilité, le « chaos » organisé, est (certes dans des proportions différentes) instauré comme norme dans le monde économique d'aujourd'hui.

Dans une entreprise, une direction ne peut plus estimer à quel niveau salarial, de productivité et de flexibilité, elle pourra garantir l'emploi et les conditions de travail. De là naît la peur de perdre son travail, la peur de perdre des avantages, la peur des autres... Quand une entreprise fait de plantureux bénéfices,

les travailleurs ne sont plus à l'abri d'une restructuration, voire d'une délocalisation pour augmenter plus encore ces bénéficiaires.

Il n'y a pas de vision à long terme : des décisions de redéploiement stratégique peuvent être inversées du jour au lendemain suite par exemple à un crash boursier ou à une guerre. Aujourd'hui, ce « chaos » s'érige en dogme. De tous temps, l'absence de forme de loi est vécue comme un désastre par les hommes. Car, en l'absence de lois, il en subsistera toujours une : la loi du plus fort. Et malheur aux vaincus!

Edouardo Lourenço dit à ce sujet : « *Nous, nous avons incorporé l'enfer au quotidien du plus fascinant et atroce des siècles. (...) On peut discuter sur le point de savoir si le désordre dans lequel nous sommes plongés – de celui de la sphère économique à celui de l'égalité et de l'éthique – relève ou non, au sens propre, du chaos. Ce qui ne fait pas de doute c'est que nous l'habitons comme s'il était la splendeur même.* »

### Sentiment d'impuissance et de résignation

Le système nazi a engendré une résignation telle chez les déportés que l'indifférence du sort d'autrui touchait presque tout le monde. Il fallait avant tout survivre. Ce sentiment se retrouve maintenant dans le monde du travail où l'injustice ne révolte plus grand monde. Et lorsqu'une restructuration est annoncée, d'aucuns espèrent seulement ne pas figurer sur la liste. En conclusion, on peut dire que, comme à Auschwitz, ce qui est a-normal est devenu la norme. Le contraire des idéaux de justice, d'égalité, de liberté et de solidarité forme maintenant le cadre de notre vie.

Que faire? Subir? Ne rien faire? Certes non. Il nous faut rester conséquent dans notre analyse et pour commencer, oser s'opposer, oser dire NON : refuser l'inhumain, l'intolérable, toujours et partout.

Ensuite avec d'autres syndicalistes, avec des gens de gauche il faut



Les rescapés encadrant le voyage 2007 devant le mémorial de Birkenau (de g. à d.) : Jacques Rotenbach, Paul Halter, Paul Sobol, Lydia Chagoll et David Lachman

travailler à la recherche d'une alternative de gauche. Il y a à l'heure actuelle une grande indifférence, voire un rejet du pouvoir politique, qui n'est pas nécessairement de l'indifférence vis-à-vis de la politique en général. Or, le débat politique actuel tend à l'indifférenciation entre droite et gauche, autrement dit au droitisme de la classe politique – l'indifférenciation gauche/droite relevant d'un discours et d'une pratique de droite –, la droite ayant à coeur de ne pas apparaître comme un parti, mais comme ce qui est « naturel » et au-dessus de toute opposition d'intérêts.

Rien d'étonnant, dès lors, que beaucoup soient indifférents à l'avènement de la gauche ou de la droite au pouvoir. Rien d'étonnant non plus à ce que la logique du « vote utile » ne fonctionne pas : quelle utilité peut-il y avoir, lorsqu'on est de gauche, à voter pour un parti de gauche qui n'est pas réellement de gauche ?

Les gouvernements européens en place ne font même plus de politique. Faire de la politique – pour rappel – c'est relever les problèmes dans la société et tenter d'y apporter des solutions. Aujourd'hui, on ne fait pas cela : on « communique », on

« parle » et si cette méthode ne plaît pas à l'électeur, on lui fait la morale en disant que finalement « c'est la faute au citoyen ». Certes, le citoyen n'a pas le droit de démissionner et de laisser la gestion de la société « aux autres ». Mais c'est justement quand le citoyen se mobilise, se bouge, que la classe politique lui fait la leçon : « attention à la dérive populiste, au gauchisme, c'est plus compliqué que tu ne le penses, laisse ça aux spécialistes... »

Face à l'indifférence, face aux dérives néolibérales, face au droitisme de la classe politique, il faut recomposer une « gauche de gauche ».



« De quoi demain sera fait » est un outil pédagogique (un DVD) destiné aux acteurs sociaux, éducatifs et culturels. Fruit d'une scénarisation collective, cet outil a pour but de soulever des questions, de « secouer les consciences » et d'ébranler les idées reçues et autres clichés. Son originalité réside dans l'utilisation de l'expérience passée « comme d'un projecteur qui nous éclaire sur le présent pour nous amener à réfléchir aux transformations socioéconomiques parfois brutales de notre société » (Yannis Thanassekos, directeur de la Fondation Auschwitz).

Le DVD se décline en deux parties : d'une part un film de 43 minutes et d'autre part des bonus, aux thématiques

indépendantes mais néanmoins complémentaires (les bonus ont été montés comme des outils autonomes pour l'enseignant, le formateur ou l'animateur afin de permettre une utilisation séparée).

Depuis la publication d'un sondage effectué lors des élections communales d'octobre 1994 à Anvers, relevant que 30 % des votants pour le parti d'extrême droite, le Vlaams Blok, étaient membres... du syndicat socialiste, des responsables et militants syndicaux ont mis sur pied des groupes de réflexion et d'action contre le racisme, contre le fascisme et pour la préservation de nos libertés démocratiques.

Dans ce cadre, chaque année, un groupe de militants syndicaux de la FGTB de Bruxelles participe au voyage d'études organisé par la *Fondation Auschwitz* sur les lieux du génocide perpétré par les nazis.

Le film présente l'un de ces voyages. La haute valeur pédagogique du voyage d'études crée un climat de réflexion intense. Les participants sont interpellés : « pourquoi un tel événement résiste-t-il à notre compréhension ? » ; « comment travailler sur les causes et les responsabilités ? » ; « comment hiérarchiser ces causes, qui sont très nombreuses ? » ; « comment séparer l'essentiel de l'inessentiel ? » ...

En partageant leurs expériences, ces militants nous font découvrir les regards croisés de travailleurs sur la démocratie et la citoyenneté.

#### Contacts :

Centrale Culturelle Bruxelloise asbl  
Boulevard de l'Empereur, 34  
1000 Bruxelles  
Tel : 02 213 16 77  
Fax : 02 213 16 79  
E-mail : Myriam.Akhaloui@fgtb.be

#### Achat et location :

Centre Vidéo de Bruxelles asbl  
Rue de la Poste 111  
1030 Bruxelles :  
Tél : 02 221 10 50  
Fax : 02 221 10 51



une bataille qu'il faut mener. Ne pas la mener, c'est la perdre sûrement. Il faut la mener par tous les moyens et ils sont nombreux : manifester, faire circuler des pétitions, entrer en contact avec un député, s'informer, lire, analyser et rechercher des solutions... Vous êtes les seuls artisans de l'expression démocratique, et sans vous il n'y a pas de démocratie<sup>5</sup>. »

(1) Eloge de la désobéissance – A propos d'un « spécialiste » Adolf Eichmann. Par Rony Brauman et Eyal Sivan. Editions « Le Pommier », 1999, p.100.

(2) John Maynard Keynes, économiste (1883-1946) et financier britannique dont la doctrine a eu une considérable influence sur les politiques du 20<sup>ème</sup> siècle.

(3) La Splendeur du chaos. Par Edouardo Lourenço. Editions « L'Escampette », 2002 p. 14-15.

(4) Preuve, s'il en faut, que le syndicalisme n'est pas indifférent au monde capitaliste, la détermination que ce dernier met partout et de tous temps à le marginaliser, le briser, le criminaliser ou le 'technocratiser'...

(5) Futur Antérieur. L' »Auffang-Lager« de Breendonk et l'univers concentrationnaire nazi. (1933-1945) Par des élèves de l'Institut Sainte-Marie de La Louvière. Editions « Christian Frisch ». 1993 p. 126-127

Non une gauche qui se contente de gérer les problèmes sociaux engendrés par l'économie capitaliste, mais une gauche qui prend parti contre le capitalisme. Le clivage, la distinction gauche/droite n'a en effet de sens que face à l'idéologie capitaliste. Il s'agit donc concrètement de faire barrage à la domination capitaliste autant que possible. Cela va de pair avec le renforcement du rapport de forces des dominés face aux dominants. Et, sans doute, le syndicalisme est-il la dernière expression collective, le dernier rempart de libertés face à cette domination<sup>4</sup>. Le tout, camarades, c'est de ne jamais se résigner, car de la résignation

à la complicité, il n'y a qu'un pas, vite franchi!

Pour terminer, les paroles de René Raindorf, témoin survivant d'Auschwitz, doivent rester comme une petite flamme vive dans nos esprits : « *Battez-vous pour la liberté, battez-vous pour renforcer la démocratie, battez-vous contre tous les nationalismes chauvins. Vous devez participer à la démocratie de votre pays, de votre commune, de votre école, de votre mouvement. La liberté n'est jamais donnée, elle exige un combat permanent, une vigilance de tous les instants. C'est*

